PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien fonctionnaire qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Dans le district de Gebze à Kocaeli, un motocycliste nommé Kerem Uzun a été mortellement abattu par la police après avoir prétendument refusé d'obtempérer à un avertissement de s'arrêter. Il est décédé à l'hôpital après l'incident.

Au cours d'un projet de drainage à la prison ouverte de Burdur, un glissement de terrain se produit, entraînant la mort d'un détenu nommé N.H., coincé sous le sol qui s'est effondré.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Un détenu de la prison de Metris à Istanbul, ancien major de l'armée turque, s'est vu refuser une suspension de peine alors qu'il souffre d'une sclérose en plaques à un stade avancé.

İzzeddin Yenigün, souffrant de troubles intestinaux et rénaux, est renvoyé en prison malgré la détérioration de son état et sa libération temporaire l'année dernière pour raisons médicales.

Une enquête a été ouverte à Urfa contre des policiers accusés d'avoir fait un usage disproportionné de la force lors d'un incident récent, ce qui soulève des inquiétudes quant à la violence excessive dans les pratiques de maintien de l'ordre.

Abdullah Aydoğan, un Turc de 82 ans emprisonné pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, est remis en liberté conditionnelle après avoir perdu la vue de l'œil droit pendant son incarcération.

Les autorités turques refusent pour la quatrième fois la libération conditionnelle à İsmail Hakkı Tursun, souffrant d'hypertension artérielle et d'une hernie, en invoquant l'absence de remords, malgré son éligibilité à la libération et l'aggravation de son état de santé.

Abdulkadir Kuday, un détenu kurde atteint de la sclérose latérale amyotrophique, est mort dans une prison turque après que les autorités ont refusé de le libérer malgré son état critique et les appels de sa famille et de ses défenseurs.

Les autorités turques ont envoyé Abdurrahman Gemicioğlu, 67 ans, atteint d'un cancer, en prison pour y purger une peine de huit ans, malgré ses graves problèmes de santé, notamment un cancer du côlon et une insuffisance cardiaque, qui, selon sa famille, l'empêchent de s'occuper de lui-même.

Un policier a agressé physiquement C.A.C., employé d'une station-service, au cours d'une dispute à Çankırı, ce qui a conduit à l'ouverture d'une enquête judiciaire et d'une enquête administrative.

Dans le district de Karaköprü à Şanlıurfa, Hasan et Sinan Harman ont été soumis à des violences physiques, menottés et aspergés de gaz lacrymogène par la police après avoir contesté la fouille de leur véhicule, et ont ensuite déposé une plainte avec des preuves médicales.

Une enquête disciplinaire a été lancée par l'administration de la prison de Marmara (Silivri) contre Celalettin Yalçın pour avoir fait un signe de victoire lors d'une visite libre avec ses proches le 5 septembre 2024.

Abdülmelik Okyay, un homme politique kurde de 71 ans emprisonné pour avoir publié des messages sur les réseaux sociaux, meurt d'une crise cardiaque pendant son incarcération après que sa libération conditionnelle a été retardée.

Un rapport affirme que des policiers ont harcelé sexuellement des femmes pendant leur détention en les obligeant à se déshabiller et en les photographiant au poste de police.

Le personnel d'un hôpital d'Istanbul aurait maltraité Abdulkadir Kuday, un détenu kurde souffrant de sclérose latérale amyotrophique (SLA), en le privant d'eau et en négligeant ses soins personnels.

Nedime Yaklav, détenue à la prison pour femmes d'Ankara Sincan, a vu sa libération retardée pour la cinquième fois le 22 août 2024, bien qu'elle ait fini de purger sa peine de 30 ans, le Conseil d'administration et d'observation des prisons ayant invoqué son « incapacité à démontrer une réadaptation suffisante », prolongeant sa détention de neuf mois.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Des prisonniers de la prison F2 de Kocaeli Kandıra auraient été soumis à des fouilles à nu forcées, et certains détenus auraient subi des violences physiques de la part des gardiens de prison.

La prison de Tokat Type T serait surpeuplée, le nombre de détenus dépassant la capacité de l'établissement. Depuis le début de l'été, l'eau est coupée du soir au matin, obligeant les détenus à stocker de l'eau dans des seaux pour subvenir à leurs besoins.

Des rapports indiquent que les détenus malades dans les prisons de la province de Van sont confrontés à des retards dans les traitements médicaux. Un prisonnier souffrant d'une maladie de la peau n'a pas reçu de soins en temps voulu, et un autre détenu atteint d'un cancer n'a pas pu accéder aux traitements appropriés, ce qui a aggravé son état.

Des détenus de la prison de Muğla ont signalé que l'eau du robinet sentait fortement l'eau de Javel, ce qui soulève des inquiétudes quant aux conditions de santé et de sécurité dans l'établissement, selon une déclaration de l'Association de la société civile dans le système pénitentiaire (CISST).

Betül Alpay, une avocate turque, fait l'objet d'un procès en diffamation après avoir affirmé publiquement qu'elle avait été soumise à une fouille à nu illégale dans une prison.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de septembre, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins 248 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

Un député turc a déposé une enquête parlementaire concernant les allégations selon lesquelles 12 femmes accusées d'appartenir au mouvement Gülen seraient tombées enceintes à la suite d'un viol pendant leur détention, citant un rapport du service d'immigration finlandais.

Les autorités turques ont appréhendé un ancien juge et un ancien procureur qui étaient recherchés en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen, ce qui constitue l'événement le plus récent dans le cadre des mesures de répression prises par la Turquie à l'encontre du mouvement confessionnel.

La police turque a arrêté 13 étudiants dans le cadre d'une opération menée dans la province méridionale de Mersin en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

Le professeur Mehmet Zencir, ancien membre du corps enseignant du département de santé publique de l'école de médecine de l'université de Pamukkale, qui a été licencié par décret pour avoir signé la pétition pour la paix, a été placé en détention dans le cadre d'une enquête menée par le parquet de Diyarbakır.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

À la suite d'un communiqué de presse sur la Journée mondiale de la paix dans le district de Kadıköy à Istanbul, 12 personnes ont été arrêtées pour « propagande terroriste » après que la police soit intervenue en raison de slogans kurdes et de danses traditionnelles.

En Turquie, un patient kurde se serait vu refuser un test audiologique parce qu'il ne comprenait pas le turc, ce qui a suscité des critiques sur la discrimination dans les services de santé.

Les membres du groupe de musique Koma Hevra - Zeynep Doğan, Gencay Morkoç et Yusuf Keleş - sont arrêtés pour « propagande terroriste » après avoir interprété des chansons kurdes lors d'un concert à Diyarbakır.

A Aydın, 7 personnes, dont des responsables du parti DEM, Görkem Özyürek, Sedanur Aydın, et Helin Uçar, ont été arrêtées lors de perquisitions à domicile, avec une ordonnance de confidentialité sur l'enquête et une restriction de 24 heures sur l'accès aux avocats.

Les avertissements pour piétons en kurde « Hedî » (lent) et « Peşî Peya » (les piétons d'abord), inscrits sur les passages pour piétons par la municipalité d'Elazığ Karakoçan, ont été effacés par des personnes non identifiées.

Les procureurs de Diyarbakır ont porté plainte contre la journaliste Nurcan Yalçın, demandant jusqu'à 10 ans de prison pour financement du terrorisme.

PEN International a demandé aux autorités turques d'abandonner toutes les poursuites contre un écrivain kurde qui risque plus de sept ans de prison pour diffusion de propagande terroriste en raison de son travail.

Dans le district d'Aksaray à Istanbul, Hakim Lokman, un citoyen de la région du Kurdistan irakien, a été tué et deux autres personnes ont été blessées dans une attaque présumée après avoir été pris pour cible parce qu'il parlait kurde au téléphone alors qu'il dînait dans un restaurant.

DROITS DES FEMMES

Au moins 34 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 20 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

Un député turc a déposé une enquête parlementaire concernant les allégations selon lesquelles 12 femmes accusées d'appartenir au mouvement Gülen seraient tombées enceintes à la suite d'un viol pendant leur détention, citant un rapport du service d'immigration finlandais.

Plus de 1,4 million de femmes en Turquie ont déclaré avoir été victimes de violences domestiques entre janvier 2013 et juillet 2024.

Le Comité de la Fierté Trans d'Istanbul a annoncé qu'un homme transgenre avait été licencié d'un restaurant McDonalds sur l'avenue İstiklal d'Istanbul sans explication valable. L'employé a été informé que « vous n'êtes pas apte à travailler ».

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

À İnegöl, Bursa, un garçon de 16 ans nommé Efe G. a attaqué Hani K., un Syrien de 23 ans, avec un couteau au cours d'une dispute, entraînant la mort de Hani K. après qu'il a été transporté à l'hôpital.

Quatre Kurdes qui ont participé aux manifestations organisées à la suite de la mort de Jina Mahsa Amini en Iran sont menacés d'être expulsés de Turquie vers l'Iran, où ils pourraient être exécutés.

Des soupçons de trafic d'organes sont apparus à la suite du meurtre d'une travailleuse réfugiée à Zonguldak, en Turquie, après que son corps a été retrouvé avec des organes manquants, ce qui a conduit à des appels à une enquête approfondie sur l'incident.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Un juge turc a ordonné dimanche l'arrestation de Dilek Ekmekçi, une avocate qui a accusé des dirigeants du Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'extrême droite, alliés du président turc Recep Tayyip Erdoğan, d'être impliqués dans l'assassinat de l'ancien dirigeant des Loups gris Sinan Ateş.

La Cour pénale de Gölbaşı (Ankara) bloque les informations concernant İsrafil Demir, arrêté aux États-Unis pour avoir vendu des contrefaçons d'appareils de réseau Cisco et vu ensuite sur scène avec le président Erdoğan lors de sa visite aux États-Unis.

La préfecture d'Antalya, dans le sud de la Turquie, a interdit un documentaire décrivant le sort des victimes d'une purge post-coup d'État en Turquie lors d'un festival du film dans la ville, dans le dernier exemple de censure auquel le réalisateur du documentaire a été confronté.

Les tribunaux d'Ankara ont bloqué et ordonné la suppression de reportages sur le président de RTÜK, Ebubekir Şahin, qui aurait embauché des membres de sa famille et nommé son gardien de police en tant que consultant.

Au cours d'une émission en direct sur le meurtre suspect d'une jeune fille, Narin Güran, le journaliste de Halk TV Ferit Demir a été interrompu par des agents de sécurité qui lui ont demandé d'arrêter la transmission en raison de l'arrivée imminente de ministres.

La journaliste Medine Mamedoğlu fait l'objet d'une enquête pour ses publications sur les réseaux sociaux concernant les incendies de forêt, accusée d'avoir « incité à la peur et à la panique parmi le public. »

Un nouveau procès a été intenté contre Kemal Kılıçdaroğlu, les procureurs réclamant jusqu'à 3 ans et 7 mois de prison pour avoir prétendument insulté des fonctionnaires dans ses déclarations.

L'accès au site web du journal Umut Daily (www.umutgazetesi43.org) a été bloqué par une décision du 6ème tribunal pénal de Bursa.

Un total de 645 articles de presse et de messages sur les médias sociaux concernant le directeur de la communication présidentielle Fahrettin Altun ont été bloqués et supprimés par la troisième cour de justice pénale d'Istanbul.

La deuxième cour criminelle de Bursa a rendu une décision bloquant l'accès au domaine etha53.com de l'agence de presse Etkin (ETHA) pour des raisons de protection de la sécurité nationale et de l'ordre public.

Les YouTubers qui produisent des émissions d'information ou réalisent des interviews dans la rue devront obtenir une licence auprès de l'organisme de surveillance de la radiodiffusion turque, le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK).

Les reportages sur le rapport du procureur général d'Istanbul Anatolie İsmail Uçar au secrétariat général du Conseil supérieur des juges et des procureurs sur le réseau de corruption dans le palais de justice ont été bloqués par la décision du 9e tribunal pénal d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

Un tribunal turc a condamné une femme à sept mois et demi de prison avec sursis pour avoir critiqué l'interdiction d'Instagram par le gouvernement.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

Huit travailleurs ont été hospitalisés après que la police a affronté des manifestants à l'extérieur d'une usine à Istanbul, où les employés manifestent depuis près de deux mois.

La police a arrêté 25 personnes lors d'une manifestation devant Fernas Mining à Ankara, organisée par des travailleurs réclamant le droit de se syndiquer après que 7 travailleurs ont été licenciés de l'entreprise basée à Soma, appartenant au député AKP Batman Ferhat Nasıroğlu, parce qu'ils étaient membres d'un syndicat.

La police est intervenue lors d'une manifestation organisée par des membres du Parti socialiste des opprimés (PSE) dans le quartier de Beyoğlu, à Istanbul, pour protester contre les attaques d'Israël contre la Palestine et le Liban. Cinq personnes, dont le journaliste Yadigar Aygün de Gazete Patika, ont été arrêtées et des rapports font état de tortures et de mauvais traitements lors de l'arrestation.

La police est intervenue dans une manifestation organisée par des membres de TAYAD dans la rue Yüksel d'Ankara, demandant la fermeture des prisons de type Y et S, détenant 5 personnes avec des rapports de torture et de mauvais traitements lors de l'arrestation.

La police a arrêté trois membres du groupe Direniş Çadırı à l'aéroport d'Adana Şakirpaşa pendant TEKNOFEST 2024 après qu'ils aient protesté contre les relations commerciales de la Turquie avec Israël pendant le discours du président Recep Tayyip Erdoğan.

La police est à nouveau intervenue lors d'une manifestation des travailleurs de l'usine Polonez dans le district de Çatalca à Istanbul, qui faisaient grève depuis 59 jours après avoir été licenciés pour avoir adhéré à un syndicat. 80 travailleurs, dont Furkan Seyhan, responsable du syndicat Tek-Gıda-İş, ont été arrêtés, les mains menottées dans le dos.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Une haute cour pénale du centre de la Turquie a de nouveau condamné l'ancien enseignant Yüksel Yalçınkaya pour terrorisme en raison de ses liens avec le mouvement religieux Gülen, malgré une décision historique de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) l'année dernière en sa faveur.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a demandé à la Turquie de se défendre dans l'affaire Can Atalay, un homme politique emprisonné qui avait été évincé du corps législatif alors que la plus haute juridiction du pays avait conclu à une violation de ses droits fondamentaux.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Selon un rapport de l'Institut pour la diplomatie et l'économie (instituDE), la Turquie utilise la répression transnationale en manipulant les systèmes financiers internationaux, tels que les réglementations anti-blanchiment d'argent, pour cibler et réduire au silence les dissidents à

l'étranger, en leur coupant l'accès aux services financiers essentiels et en les étiquetant comme des risques pour la sécurité.

Le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, a appelé le gouvernement nouvellement élu de Macédoine du Nord à se joindre à sa lutte contre le mouvement religieux Gülen.

La Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la République arabe syrienne a publié un rapport impliquant la Turquie dans une série de violations des droits de l'homme dans le nord de la Syrie entre janvier et juin 2024.